

Document de référence
(La version originale est en anglais)

Table ronde 3 - Gestion de la migration et conceptions de la migration à des fins de développement

TR 3.1 : Améliorer la perception de la population à l'égard des migrants et de la migration : idées préconçues à dissiper et modulation des perceptions

Coprésidents de la TR 3.1 : Canada, Mexique, Russie

Membres de l'équipe de préparation de la séance : Argentine, Pays-Bas, Portugal, Philippines, Turquie, États-Unis, OIM, IFRC, HCDH.

Coordonnateur de la Table ronde 3 : M. Chukwu-Emeka Chikezie

Ce document puise dans le Rapport sur la migration mondiale de 2011 de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et intitulé « Communicating Effectively about Migration »¹. Ce document a été rédigé avec la collaboration des coprésidents de la TR 3.1, des gouvernements, d'autres membres de l'équipe et le coordonnateur de la TR 3, M. Chukwu-Emeka Chikezie. L'objectif du document est d'informer et de faciliter les discussions de la Table ronde 3.1 durant le sommet du FMMD qui se tiendra à Maurice en novembre 2012. Le traitement du thème de la séance 3.1 n'y est pas exhaustif et ne reflète pas nécessairement l'opinion des organisateurs du FMMD ou des gouvernements engagés dans le processus du FMMD.

¹ Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le lien suivant : http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&cPath=37&products_id=752

Introduction

La migration pèse très lourd en tant que sujet d'intérêt communautaire, de préoccupation médiatique et de controverse politique. Toutefois, malgré sa présence inévitable, le discours public sur la migration manque souvent de clarté et sa définition est déficiente. De plus, les perceptions qu'ont les communautés des migrants et de la migration peuvent être aussi floues que confuses.

Les enquêtes à grande échelle sur les attitudes envers la migration puisent dans de vastes bassins de scepticisme communautaire sur la valeur de la migration. Par exemple, le sondage mondial le plus récent, datant de 2012, par l'Ipsos MORI Social Research Institute, qui a été mené dans 24 pays partout dans le monde, démontre que dans toutes les régions, à l'exception de l'Amérique latine, la majorité de ceux qui ont été interrogés pensait que l'immigration avait eu un impact négatif sur leurs pays. Ces résultats concordent largement avec ceux des enquêtes du Pew Global Attitudes, faites en 2002 et en 2007. Ces comportements sont souvent très colorés par les perceptions négatives de la nature des processus migratoires et des migrants eux-mêmes.

Néanmoins, les perceptions de la migration ne sont jamais aussi claires et nettes qu'elles le paraissent au premier abord. D'une part, il est risqué de présumer qu'il existe une chose telle que l'opinion publique unifiée, au singulier, sur la migration. Au contraire, l'on est confronté aux opinions publiques, au pluriel, sur pratiquement tous les aspects de la migration. Il y a des différences selon les régions, entre les pays et au sein des pays. Hurrell (2010) souligne, par exemple, qu'au Royaume-Uni, le sentiment que le nombre de migrants est « trop élevé » a été constant depuis les années 60, peu importe les nombres réels d'immigrants. Au Canada, d'autre part, il y a un niveau invariablement élevé de soutien à l'immigration, à la diversité et aux droits des minorités (Soroka and Robertson, 2010, et MIPEX).

De manière plus générale, les enquêtes d'opinion visent trois questions d'intérêt public : l'économie, la sécurité et l'aspect socioculturel. Un débat public rationnel sur ces trois questions est extrêmement souhaitable. Citin et Sides (2008) soulignent que ce qui se passe souvent, par contre, est que le discours sur les politiques en matière de migration tombe dans un « piège populiste » où les concepts fondamentaux se perdent au milieu des mauvaises perceptions et de la désinformation.

En plus des causes mieux ancrées telles que la discrimination et le racisme direct et indirect, les perceptions négatives et contradictoires à propos de la migration, nourries par l'information erronée ou incomplète, sont à la base de nombreux problèmes :

- elles ont pour conséquence une controverse non fondée sur la nature et l'impact de la migration ;
- elles engendrent des stéréotypes, de la discrimination et des sentiments anti-migrants néfastes, qui peuvent conduire à la violence et au non-respect des droits humains à l'égard des migrants, de même que la méfiance sociale, et par conséquent ;
- elles se dressent contre la formulation efficace de politiques, ce qui pourrait à la longue entraver le potentiel de développement de la migration.

A la lumière de ces considérations, le présent document repose sur trois objectifs qui en définissent la structure :

- Discuter, avec l'aide des résultats de recherche disponibles, de la façon dont se modèlent les perceptions de la migration et des migrants ;
- Définir les rôles essentiels que jouent les différents acteurs, les représentants des gouvernements, la presse, les employeurs et la société civile, incluant les migrants eux-mêmes, dans la modulation de ces perceptions ;
- Examiner les approches que les différents États participant au FMMD et les autres acteurs concernés ont adoptées pour contrer ou défier les perceptions négatives et pour encourager les perceptions et les comportements positifs envers les migrants et la migration, et ainsi contribuer à l'harmonie sociale au cœur de la diversité.

Ce faisant, le présent document vise à préparer le terrain pour des débats futurs en considérant la question des perceptions dans différents contextes, notamment la migration Sud-Sud, l'émigration et la migration de retour, de même que le rôle des différents acteurs, notamment le gouvernement, les médias, les employeurs, la société civile et les migrants eux-mêmes. Toutefois, il est important de noter que le gros du travail de recherche sur les perceptions à l'égard des migrants et de la migration a été fait dans les pays industrialisés. Beaucoup moins d'études ont été effectuées dans les pays en développement. Le présent document essaiera cependant de mettre en évidence les faits concernant ces pays et demande à ce que davantage de recherches et d'analyses soient produites sur ce sujet selon leur point de vue. De plus, on insiste sur le fait que, bien que la recherche dans ce domaine traite souvent avec à la fois des perceptions, des attitudes et des comportements, et qu'il est reconnu que ces trois éléments sont inévitablement interreliés, le présent document, lui, porte avant tout sur le premier de ces concepts.

Quelques déterminants clés des perceptions à l'égard des migrants et de la migration

Aucun facteur seul, isolé, ne peut être tenu responsable de la modulation de la perception à l'endroit des migrants (incluant les émigrants et les migrants de retour dans leur pays d'origine) et la migration. La recherche s'oriente vers une interaction complexe entre de nombreuses variables.

D'emblée, il faut souligner qu'il n'y a pas de signification universellement reconnue pour régir l'usage des termes « migration » et « migrant »². Dans tous les pays de destination, développés ou en développement, il existe de nombreux types différents de migrants et les perceptions sont souvent influencées par la conception particulière « personne-images » que ces termes évoquent. En général, l'étiquette « migrant » peut être appliquée tant à des demandeurs d'asile, des réfugiés, des étudiants ou des touristes qu'à des travailleurs migrants,

² Pour les besoins de ce document, aucune définition des migrants n'a été proposée afin de démontrer toute la diversité des définitions et comment elles sont reliées aux perceptions. Sur le plan international, il n'y a aucune définition des migrants universellement acceptée à ce jour. Selon la définition recommandée par l'ONU, un migrant à long terme est une personne qui émigre dans un pays autre que son pays de résidence habituel pour une période d'au moins un an, tandis qu'un migrant à court terme est une personne qui émigre pour au moins trois mois, mais moins d'un an. Toutefois cette définition ne s'applique pas facilement aux contextes des différents pays.

des travailleurs saisonniers ou des personnes qui retrouvent les membres de leur famille. Pour cette raison, ce document ne contient aucune définition unique des termes « migrant » et « migration ». Cela permettra de bien examiner les nombreuses façons dont ces concepts sont perçus.

L'opinion est davantage influencée par le *statut officiel de ceux qui ont migré*, c'est-à-dire s'ils sont des migrants réguliers ou irréguliers, ou la perception que l'on a d'eux. Selon l'OCDE (2010), l'opinion publique est généralement plus favorable envers les réfugiés qu'envers les autres migrants. Cela dit, il faut également tenir compte du fait que les résidents des pays acceptant de grands nombres de réfugiés sont plus inquiets des conséquences de la migration que d'autres pays.

Les chiffres sont importants : les chiffres réels ou perçus des migrants au sein de la communauté ou les augmentations réelles ou perçues dans les flux de migration ont souvent un impact négatif sur l'opinion publique, particulièrement lorsque ces chiffres devraient être supérieurs à un « niveau acceptable » théorique et variable ou à une capacité d'absorption (OCDE, 2010, Transatlantic Trends, 2010, Pew Research Centre, 2007).

- Il y a une tendance courante à surestimer soit le nombre absolu de migrants dans un pays particulier, notamment ceux en situation irrégulière, soit la proportion de la population représentée par les migrants.
- Les résultats de recherche démontrent également que lorsque les répondants ont accès à des renseignements exacts sur les migrants ou la migration, plutôt que d'être interrogés quant à savoir si, selon eux, il y a « trop de migrants », leurs réponses ont tendance à être favorables et suggèrent qu'il y a un manque de communication appropriée sur les données disponibles, en plus d'un réel manque de données particulièrement en ce qui concerne les migrants irréguliers.

Le contexte est important : les perceptions de la migration et des migrants sont modelées par des facteurs historiques, socioculturels et politiques.

- Les sondages et la recherche sur l'opinion publique démontrent également que, tandis que certaines sociétés discutent des avantages et des enjeux économiques de la migration, d'autres sont concernées par l'intégration socioculturelle des migrants et des communautés de migrants (par exemple, les sondages German Marshall Fund, 2011, et Focus Canada, 2010).
- Les comptes rendus des médias sur les migrants et leurs communautés, les tensions liées à l'accommodement des valeurs et pratiques religieuses, et les questions d'identité et de patrimoine national, peuvent aussi avoir une incidence sur les perceptions.

L'opinion publique à propos de la migration peut être changeante et sensible à une large panoplie de facteurs externes. Les attitudes envers la migration sont fortement influencées par les circonstances économiques et, en particulier, par l'offre d'emplois. En période de ralentissement économique, la migration est souvent présentée comme explication « globale » utile et non justifiée des problèmes structurels profondément ancrés tels que le chômage, l'insécurité sociale et l'absence de logements abordables.

La « politisation » de la migration a un effet sur les mentalités vis-à-vis de la migration. La migration est assurément un sujet de grande envergure politique, en ce sens où elle est, dans la plupart des pays, un sujet de politique de vif intérêt mais aussi une question de gouvernance chaudement débattue entre les différents partis politiques. Il est peu probable que cela change, mais des problèmes surviennent lorsque le débat est basé sur des perceptions ne reposant pas sur des faits établis et lorsque la conversation est entourée de « tapage » émotionnel non nécessaire. Tel est le processus décrit par Hurrell (2010) comme la « politisation », à savoir lorsque « la prégnance d'une question augmente [...] qu'elle porte plus avant le programme politique qu'elle comprend [...] des éléments de conflit, dont le conflit et la concurrence entre des partis politiques. » Dans de telles circonstances, comme en période de crise économique, il n'est que trop facile d'accabler la migration de connotations telles que l'inconfort et la détresse, tandis que les contributions socioéconomiques et culturelles positives des migrants à leurs pays d'accueil et d'origine (par exemple, par le biais d'envois de fonds ou de réseaux de connaissances) sont ignorées volontiers. Pour que la migration et les perceptions de la migration soient l'objet d'un débat constructif, il est nécessaire de créer un « espace politique » qui permettra une analyse rationnelle des enjeux, des préoccupations et des intérêts clés.

Les approches politiques et législatives à l'égard de la migration, et l'intégration des migrants, peuvent contribuer à influencer les perceptions de la population. Bien que certains États restreignent l'entière participation des migrants, tant sur les plans économique que politique ou social, d'autres ont reconnu l'importance de cette participation (dans certains cas peu importe le statut juridique ou la durée du séjour) afin d'éviter la marginalisation. Des approches plus larges visant à assurer le respect des droits humains des migrants peuvent aussi avoir un effet sur les perceptions. D'autres études seraient souhaitables dans ce domaine.

L'âge, les antécédents socioéconomiques, l'ethnicité, la situation géographique et le niveau d'éducation des répondants aux sondages ont une grande incidence sur les résultats des études liées à la migration : toutes ces variables peuvent interagir de façon complexe et imprévisible. Il existe toutefois des schémas constants de faits qui laissent croire que les idées envers les migrants sont en corrélation étroite avec l'âge, la réussite scolaire et les compétences professionnelles acquises (Commission européenne, 2006, et Kleemans et Klugman, 2009). En général, les personnes plus jeunes et les mieux éduquées sont plus susceptibles d'avoir des opinions positives des migrants que leurs homologues plus âgés et moins éduqués, et les personnes qualifiées se sentent moins menacées par les migrants que leurs homologues non qualifiés. Le genre semble avoir une moins grande influence sur les perceptions et les opinions. Le contact avec les migrants et diverses populations est aussi un facteur important de la perception que les gens se font des migrants. Dans l'ensemble, ceux qui interagissent plus souvent avec les migrants dans leur lieu de travail, les écoles et les groupes multiculturels ont tendance à être plus tolérants envers la diversité et à avoir des perceptions et des attitudes favorables vis-à-vis des migrants et de la migration. On note de tels schémas dans des contextes migratoires Nord-Sud et Sud-Sud (voir, par exemple, OIT, 2010).

L'émigration façonne également les perceptions qu'a un pays d'origine de ses citoyens expatriés bien que, contrairement à l'immigration, il existe relativement peu de preuves empiriques à cet égard. Un sondage de Pew Global Attitudes mené dans 44 pays a révélé qu'une grande partie de la population, particulièrement en Amérique latine, considère l'émigration comme un « très gros » problème. Toutefois la manière dont les émigrants sont perçus par le grand public ou par la politique d'État peut varier du statut de héros national

(dans le cas présent les Philippines) à celui de l'abandon du pays natal. Les perceptions ont tendance à être davantage modelées par la durée de temps à l'étranger, l'impact de la migration sur la famille/communauté dans le pays d'origine et la situation économique du pays natal. Par exemple, dans le Nord du Ghana, les perceptions de la migration sont extrêmement influencées par le processus de migration, à savoir s'il est saisonnier/temporaire ou à long terme/permanent. La migration saisonnière/temporaire, notamment pendant les périodes d'insécurité alimentaire, est jugée de façon plus favorable (van der Geest, 2010).

La migration de retour est probablement l'un des aspects du cycle de vie de la migration qui a reçu le moins d'attention jusqu'à récemment. Cependant, à leur retour, les migrants font également face à la réalité des perceptions que l'on s'est faite d'eux pendant leur séjour à l'étranger. Les évaluations des retours sont diverses et varient considérablement entre des perceptions positives de ceux qui semblent avoir atteint un succès financier ou avoir acquis un statut à l'étranger et des perceptions moins bonnes de ceux qui sont retournés dans leur pays d'origine après des tentatives sans succès d'obtenir de l'emploi à l'étranger. De plus, l'ambivalence envers le retour pourrait résulter du fait de n'avoir pas satisfait les attentes économiques de la famille ou de la communauté du migrant se trouvant à l'étranger, ou même de doutes quant aux activités de celui-ci pendant son séjour à l'étranger. De telles perceptions prépondérantes peuvent rendre l'expérience de réintégration difficile. Par exemple, une étude communautaire au Vietnam s'est concentrée sur les victimes de trafic de retour et a démontré que la notion de honte ou de stigmatisation associée aux victimes au sein de leur famille ou de leur communauté a été largement nourrie par une incompréhension du trafic humain (Yen et coll., 2010).

Enfin, *le facteur temps doit être pris en considération*. Les perceptions envers la migration et les migrants ne sont pas imperméables au changement. Au contraire, elles peuvent évoluer et évoluent en effet dans des directions tant positives que négatives. Pour les responsables des politiques, ceci suggère que les programmes d'intervention peuvent être conçus pour modifier ou, tout au moins, mieux informer les perceptions de la communauté. Cependant, pour en arriver à cela, il faut avoir une bonne compréhension des questions et des acteurs clés de ce domaine.

Les principaux acteurs des enjeux de la perception

L'interaction entre les acteurs clés du débat sur la migration est tellement forte qu'il est parfois difficile de savoir qui gère le débat et qui le suit. L'important leadership entre les différents secteurs, qu'il s'agisse du gouvernement, de la presse ou des employeurs, accentuant le recadrage du débat principalement négatif sur la migration, est pratiquement absent. Néanmoins, il y a des participants au discours sur la migration dont les voix ont plus de résonance que d'autres. Dans la section suivante, le rôle de certains intervenants clés est débattu.

Les gouvernements

Les gouvernements ont le pouvoir législatif et politique ultime pour gérer les mouvements transfrontaliers. Ils sont responsables de la sélection des migrants et de la gestion de l'interaction entre les migrants et leur société d'accueil. Leurs discours sur la migration et les migrants et sur la place qu'ils occupent au sein de la vie économique et sociale d'un pays pèsent lourd et, par conséquent, donnent le ton au discours public.

De plus, les politiques, les programmes et les services que les gouvernements mettent en place pour faciliter et soutenir l'intégration à court et à long termes, et pour lutter contre la discrimination et la xénophobie, ont un impact considérable sur la configuration de la réceptivité et l'inclusion de l'environnement public à l'égard de la migration et des migrants. Par exemple, l'approche canadienne de la migration et de l'intégration est perçue comme un continuum, au sein duquel les politiques, les programmes et les services liés à la sélection, à l'intégration à court et à long termes et à la citoyenneté soutiennent la participation des migrants aux activités sociales, culturelles, économiques et politiques de la société canadienne. Le multiculturalisme est à la base de ce continuum, tant pour ce qui est d'encourager l'intégration des migrants que de créer d'une société accueillante au sein de laquelle la diversité et l'égalité des chances constituent des piliers de la société canadienne.

Il est vrai que dernièrement, il est devenu fréquent pour de nombreux gouvernements de reconnaître la migration comme une réalité mondiale inévitable (dont le ton, en soi, peut paraître défaitiste); une réalité qui peut procurer des avantages, comme le développement, à un grand nombre de parties concernées (le processus du FMMD peut avoir renforcé ce message). Toutefois, il n'est pas rare que cette ligne de conduite soit écrasée par d'autres, parfois plus insistantes, qui traitent principalement des aspects prédominants de la migration (par exemple, du passage irrégulier aux frontières de contrebande et de trafic, et d'abus des systèmes d'octroi de l'asile). La question de dosage du traitement accordé à ces récits, ainsi que la justesse de l'information, est évidemment de toute importance dans ce cas-ci. En ramenant la migration à petite échelle ou au niveau individuel (par exemple les migrants en tant que voisins, camarades de classe, personnel soignant, etc.) on pourrait contribuer à stimuler la compréhension de qui sont les migrants, comment ils contribuent à renforcer les communautés au sein desquelles ils habitent et de la protection de leurs droits humains.

Une deuxième manière, moins évidente, mais peut être plus efficace, dont l'action et la communication du gouvernement peuvent avoir un impact sur les perceptions de la communauté à l'égard de la migration, est liée à ce que Hurrell (2010) appelle les « politiques de performance ». L'auteur soutient que la migration peut être considérée comme un domaine politique, au même titre que tout autre domaine politique, lorsqu'un gouvernement doit démontrer qu'il est en mesure d'atteindre ses objectifs. Lorsque l'ensemble de la communauté est confiante que la migration est bien gérée, il est plus probable qu'elle accepte l'opinion selon laquelle la migration est un processus qui contribue au bien commun. Les politiques de performance suggèrent ainsi que l'un des moyens clés pour rassurer le public réside dans la démonstration de ses compétences par le gouvernement dans ce domaine précisément.

Il est souvent demandé aux gouvernements d'élaborer des politiques reposant sur des faits prouvés. Toutefois, il ne devrait pas s'agir simplement pour les gouvernements de fournir plus de faits, mais de procéder à une nouvelle évaluation de *la façon* dont ils choisissent de faire usage des faits disponibles pour concevoir des politiques et stimuler l'interaction avec le public sur les questions de la migration. Il est essentiel d'avoir un dialogue ouvert qui traite des préoccupations du public se rapportant, par exemple, à l'impact perçu de la migration sur le logement, le chômage ou la cohésion sociale. Cependant, ce dialogue doit être à la fois honnête et équilibré. Par exemple, l'association délibérée des migrants avec le crime et la criminalité ne servent qu'à stimuler des perceptions et des stéréotypes négatifs à leur endroit, sans s'attaquer aux causes fondamentales et générales de la criminalité au sein de la communauté élargie. De plus, en période de stress économique, les migrants sont trop fréquemment désignés comme boucs émissaires. Pour éviter une telle situation, il faut établir

des politiques d'intérêt public fondées sur une approche axée sur les droits humains, qui s'intéresse à la discrimination et à la marginalisation des migrants.

Tandis que les gouvernements nationaux ont certainement un rôle fondamental à y jouer, les gouvernements locaux et provinciaux sont de plus en plus actifs dans le domaine de la gestion de la migration, et plus particulièrement dans celui de l'intégration. Cela n'est pas surprenant, puisque la migration actuelle signifie de plus en plus la migration vers les zones urbaines. Au cours de la dernière décennie, les arrivées d'immigrants, qui s'élèvent actuellement autour de 1,25 millions de personnes par an, représentaient 40 % de la croissance de la population des États-Unis et de 50 à 75 % de la croissance de ces principales régions métropolitaines. Vingt-sept pour cent des personnes qui habitent Londres sont nées à l'étranger, à l'instar de 28 % des personnes qui habitent New York et 17 % de celles qui habitent Paris, et ces nombres augmentent dans les centres urbains des pays en développement. De telles circonstances signifient que c'est au sein des espaces urbains que la plupart des migrants interagissent avec leur société d'accueil.

Les lieux de travail, les bureaux gouvernementaux locaux, les centres communautaires du quartier, les écoles et les magasins sont les « creusets sociaux » où, dans les meilleurs cas, l'alchimie de l'intégration se produira. Et tel est souvent le cas. Il est toutefois tout aussi vrai que, dans les pires circonstances, le processus d'intégration peut faillir, et conduire à la perte de confiance et au doute sur tous les plans ; d'où l'importance des initiatives à l'échelle de l'administration locale qui fait intervenir toutes les parties concernées.

Finalement, il incombe aux gouvernements des pays où l'exode est élevé de contribuer à disséminer des images positives à l'égard de leurs ressortissants expatriés. Ceci ne signifie pas d'ignorer ou de minimiser l'importance de questions telles que la fuite des cerveaux qui sont souvent à l'origine des sentiments négatifs prédominants. Toutefois, cela autorise à penser qu'il est nécessaire de tenir un discours national sur les réalités de la migration, notamment sur le processus décisionnel menant à la migration, les difficultés potentielles à l'étranger et la sensibilisation envers les besoins des migrants de retour.

Les médias

Les médias ont comme rôle et responsabilité essentiels de fournir des comptes rendus justes et sensés, ce qui demande d'agir en collaboration, en particulier avec les décideurs, en ce qui concerne la façon dont la migration est communiquée au grand public. Par conséquent, une amélioration considérable s'impose, particulièrement l'adoption d'un dialogue étroit entre les gouvernements, la presse et les communautés de migrants.

Selon Papademetriou et Heuser (2009), les médias ont, de façon générale, le pouvoir d'agir « autant comme concepteurs et force motrice des programmes liés aux questions d'immigration, que comme miroir des débats qui se déroulent sur les scènes publique et politique ».

Plus précisément, les médias sont pour les lecteurs ou auditeurs la principale source d'information sur le phénomène de la migration, « parfois en attirant l'attention sur les statistiques, les tendances et les analyses, mais plus souvent au moyen de reportages sur des événements liés à la migration jugés dignes d'intérêt » (OIM, 2011).

De plus, en déterminant à quelles questions accorder leur attention, les médias jouent un grand rôle pour ce qui est de décider des questions liées à la migration desquelles la population sera au courant et sera intéressée à suivre. De manière encore plus importante, peut-être, les médias aident à orienter la discussion sur le sujet en soulignant certains aspects de la migration et en passant d'autres sous silence. Ce faisant, ils influencent l'interprétation de l'information donnée. Les reportages sur la migration ont tendance à se limiter à une gamme assez restreinte de récits, ce qui résulte souvent en un effet cumulatif ou en une surexposition ou une sous-exposition d'un angle particulier. « Le flux de migrants est-il trop élevé ou non ? La migration contribue-t-elle à la croissance économique ? Draine-t-elle l'aide sociale ? Est-ce que les migrants ne parviennent pas à s'intégrer ou refusent de le faire ? Les émigrants doivent-ils être blâmés pour la perte de capital humain ? » Il est beaucoup plus rare de tomber sur une discussion plus large fondée sur des faits sur la nature de la mobilité actuelle. Le Rapport sur la migration dans le monde de l'OIM de 2011 constate également une couverture épisodique, une attention particulière accordée à l'irrégularité et à la criminalité, et une tendance vers l'exagération des faits et un manque de contexte approprié.

Sur une note positive, au cours des dernières années, les médias ont accordé une importance de plus en plus grande au sujet de la migration, reconnaissant celle-ci comme une question d'importance mondiale et nationale. En outre, bien que l'intégration des médias (reporteurs d'inclusion, journalistes de divers milieux culturels) demeure un défi des médias grand public : on constate des changements positifs qui se traduisent par une augmentation ou une diversification des médias ethniques tels que les journaux, la télévision ou la radio, souvent en parallèle avec les médias grand public. Bien que les critiques puissent prétendre que ceci mènera peut-être à une plus grande isolation, de tels médias jouent souvent un rôle clé dans le traitement des questions qui intéressent la communauté et la « traduction » des médias grand public aussi bien sur le plan linguistique que culturel.

Les employeurs

La participation au marché du travail est souvent considérée comme la pierre angulaire de l'intégration des migrants dans le pays d'accueil. Les migrants y sont quotidiennement en contact avec une nouvelle langue, de nouvelles coutumes, une nouvelle culture de travail, entre autres éléments. L'accent est beaucoup mis sur l'intégration des migrants au marché du travail qui, en retour, aiderait à une plus vaste intégration sans heurts à la société d'accueil et à une meilleure perception des migrants. En outre, la contribution économique positive des migrants en tant que participants au marché du travail a non seulement fait l'objet de nombreuses recherches mais elle est bien documentée.

Malgré cela, les employeurs sont demeurés une voix relativement silencieuse dans le débat politique et public sur la migration. Même en période de ralentissement économique, des secteurs d'emploi dans plusieurs pays demeurent à la recherche de travailleurs, la population d'origine ne suffisant pas (l'agriculture est probablement un des meilleurs exemples). Des observations occasionnelles sont faites sur les pénuries du marché du travail et la disponibilité des ressources à l'étranger, mais aucune discussion systématique sur la façon dont la migration pourrait apporter une réponse systématique n'est tenue.

De plus, les migrants en tant qu'employeurs et entrepreneurs devraient aussi être portés à l'avant-plan, et ce, malgré le discours qui présente trop souvent les migrants comme volant les emplois des travailleurs natifs.

Les employeurs jouent un rôle crucial pour ce qui est d'équilibrer le discours sur la migration parce qu'ils sont au cœur de la réalité de la migration lorsqu'il s'agit d'emploi. Bien qu'ils puissent être consultés sur l'établissement de politiques concernant le marché du travail et sur l'estimation des pénuries de compétences et des besoins des secteurs, de pair avec les gouvernements, les syndicats doivent obtenir une plus grande voix dans le débat sur la migration. Dans certains pays, les employeurs et les entreprises sont de plus en plus actifs pour ce qui est de recruter et d'attirer des immigrants qualifiés pour pallier aux pénuries de main-d'œuvre. Ils deviennent les principaux moteurs de la demande relative à des compétences et des postes spécifiques et ils influent sur la sélection des résidents temporaires et permanents.

La société civile

En règle générale, les organisations de la société civile appuient grandement les migrants, en se préoccupant en particulier de leurs droits humains. Ils jouent un rôle clé dans la mise en lumière des vulnérabilités des travailleurs migrants et dans la défense de leur protection. Dans certains pays, les organisations de la société civile ont assumé le rôle de moteur politique en participant à la conception, à la socialisation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques de migration et ont grandement contribué à inscrire la migration au programme politique. De manière plus générale, la société civile peut jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la diversité, qui peut être favorisée par la migration et la participation des migrants aux activités sociales, culturelles, économiques et politiques de la société d'accueil.

La société civile peut jouer un rôle spécial en fournissant des conseils, de l'information, des services, du soutien et des réseaux. Les associations communautaires spécialisées possèdent souvent les compétences locales appropriées et les connaissances nécessaires pour évaluer les besoins des nouveaux arrivants et y répondre, les mettre en relation avec des organisations destinées à l'ensemble de la population et agir comme intermédiaire dans les relations avec d'autres acteurs locaux et organisations ethniques.

Les organisations destinées au grand public (comme les écoles, les collèges, les universités, les bibliothèques et les fournisseurs de services de santé) peuvent jouer un double rôle en encourageant un sentiment d'appartenance et de sécurité chez les nouveaux arrivants, et en offrant de l'information précise à leur sujet à la communauté d'accueil.

Les migrants

Les migrants devraient participer activement aux débats publics sur la migration. Ils sont souvent, au contraire, l'élément crucial qui fait défaut. Ils assument « le rôle de l'acteur passif, dont l'on parle, qui est au centre d'un débat animé, mais qui demeure en périphérie de l'analyse » (OIM, 2011). Par conséquent, les migrants ont grandement intérêt à participer davantage à la modulation des perceptions publiques de la migration et d'eux-mêmes, et à obtenir la possibilité de le faire. Et ce faisant, ils devraient aussi saisir l'occasion d'examiner, ou si possible, d'ajuster leurs propres perceptions d'eux-mêmes : au final, leur expérience de la migration pourrait s'avérer soit épanouissante, soit frustrante, selon qu'ils arrivent à se voir comme une partie intégrante de leur société d'accueil ou comme des étrangers de cette dernière. De même, leur rôle et leurs attentes (« le poids de la migration ») vis-à-vis de leur pays ou communautés d'origine pourrait nécessiter un ajustement afin de faciliter une compréhension accrue de l'expérience de la migration chez eux.

Comme il a déjà été dit, les médias ethniques ont contribué à ce que la voix des migrants se fasse entendre. Les nouveaux médias sociaux ont le potentiel d'y contribuer davantage grâce à leur portée mondiale et leur capacité d'établir des liens entre les communautés, tant migrantes que non migrantes, à travers le monde. Les médias sociaux permettent aux migrants de véhiculer davantage leur identité et de réduire l'espace transnational qui sépare leur communauté de destination et celle d'origine, en tant que migrant de la première, de la deuxième ou de la troisième génération, ou en tant que communauté de la diaspora. Les jeunes migrants sont également des acteurs clés de ce processus, notamment parce qu'ils sont souvent les premiers à adopter les nouveaux moyens de communication, les médias sociaux et autres technologies. De plus, ils ont également le potentiel de jouer plusieurs rôles dans la modulation des perceptions, soit en tant qu'ambassadeurs interculturels et intergénérationnels, soit en tant que facilitateurs entre pairs, ou même comme mobilisateurs communautaires.

Approches et zones d'intervention

Le présent document a établi les bases pour analyser certains des facteurs qui façonnent les perceptions de la population à l'égard des migrants et de la migration, et également les rôles que les intervenants clés jouent dans le processus de formulation des perceptions, et finalement, dans la façon dont elles se transmettent. Tandis qu'il est clair qu'une attention beaucoup plus grande a été accordée à ce sujet dans les travaux de recherche du point de vue des pays de destination développés, il s'agit également d'un domaine pertinent et de préoccupation pour les pays en développement qui pourraient aussi accueillir des migrants en plus d'en produire. L'image des migrants dans la société, soit dans les pays de destination soit comme émigrants depuis leurs pays d'origine ou migrants de retour dans leurs pays d'origine, a un impact sur leur expérience vécue, qui nécessite davantage d'attention. La perception que les gens ont des migrants peut finalement avoir un impact sur les attitudes et les comportements envers eux, et une incidence sur la protection de leurs droits humains et leur capacité de contribuer pleinement à leurs pays de destination et d'origine.

Les efforts politiques et de programmes favorisant sur la stimulation de perceptions positives à l'égard des migrants ou de la migration, ou la lutte aux perceptions négatives (campagnes de sensibilisation publiques, dialogue communautaire sur la nature et le but de la migration, mobilisation des « ambassadeurs des migrants ») sont loin de la portée des initiatives plus largement orientées vers l'intégration des migrants. Les trois groupes de projets soulignés ci-après sont issus de telles initiatives. Ils se concentrent, respectivement, sur les moyens d'augmenter les connexions sociales entre les migrants et les natifs, à travers des facilités visant à encourager, tant dans les pays d'origine que de destination, la création de bases de droits, et en encourageant les migrants à s'exprimer. Ils ont pour but d'être perçus principalement comme des exemples de ce qui a été essayé et comme fondements d'idées d'expérimentation. Puisque les évaluations officielles ne sont pas toujours à portée de la main, le but actuel est de mettre en relief les objectifs qui sous-tendent les exemples mentionnés, plutôt que d'évaluer leur mérites et succès respectifs.

- 1) La promotion des connexions et de la diversité sociales : ce groupe d'initiatives se concentre sur le rapprochement des migrants et des communautés natives, la création d'espaces communs pour l'interaction et le dialogue et la célébration de la diversité.

- **En France : la Cité nationale de l'Histoire de l'Immigration**

Ouvert à Paris en 2007, ce musée se concentre sur les contributions des migrants à la construction de la France des temps modernes, et sa création inclut une contribution de la part de plusieurs membres des universités, des organisations et des communautés de migrants. Son objectif principal est d'encourager le public français à apprécier pleinement le rôle que l'immigration a joué pour façonner son histoire.

www.histoire-immigration.fr

- **L'Union européenne : former des perceptions et des attitudes pour réaliser l'avantage de la diversité (SPARDA)**

La SPARDA a été lancée et mise en œuvre par le Conseil de l'Europe avec le soutien de la Commission européenne. Conformément au programme européen pour l'intégration (2011), SPARDA répond à la priorité de « plus d'action à un niveau » et son but global est d'encourager l'intégration réussie des migrants à travers des stratégies locales de communication. Elle s'adresse à la gouvernance démocratique de la diversité culturelle, à la promotion de la participation démocratique et de la citoyenneté, à la création de compétences culturelles et au développement d'espaces pour le dialogue inter culturel. Sept villes partenaires ont été sélectionnées comme lieux pilotes pour mettre en œuvre des campagnes de communication : Coimbra au Portugal, Had-Dingli à Malte, Limassol à Chypre, Patras en Grèce, Reggio Emilia en Italie, l'Institut des Médias/ISCPA à Lyon en France, et le Consortium de PACTEM Nord à Valence en Espagne.

<http://www.jp.coe.int/CEAD/JP/Default.asp?TransID=228>

- **En Allemagne : l'implication civique conjointe**

Le bureau allemand « Federal Office for Migration and Refugees (BAMF) » soutient les efforts des volontaires intéressés à encourager la communauté au sein de laquelle ils vivent, en se concentrant sur le rapprochement des immigrants et des habitants locaux. Les deux parties apprennent à mieux se connaître, à travers leur implication mutuelle dans un effort commun qui vise à briser les préjugés et développer une compréhension mutuelle. Par exemple, des occasions de participation civique comme mentors sont offertes aux natifs et aux immigrants qui vivent déjà en Allemagne depuis un certain temps, pour aider ceux qui viennent d'arriver en Allemagne. La BAMF soutient les futurs volontaires en leur offrant de la formation et du matériel de formation.

<http://www.bamf.de/EN/Willkommen/Integrationsprojekte/Engagement/engagement-node.html>

- **Canada : Inter-Action**

Le Programme de subventions et de contributions pour le multiculturalisme du Canada appuie les objectifs de la *Loi sur le multiculturalisme canadien* en aidant les individus et les communautés à œuvrer pour une société socialement cohésive et intégrée. Il existe deux volets de financement Inter-Action : les projets et les activités. Le volet « Projets » d'Inter-Action offre du financement pour des projets à long terme, pluriannuels en faveur du développement communautaire ou de l'engagement, pour promouvoir l'intégration. Le volet « Activités » propose du financement pour des

événements communautaires, qui encouragent l'un ou plusieurs des éléments suivants : la compréhension interculturelle ou interreligieuse, la mémoire civique, et la fierté ou le respect pour les valeurs démocratiques fondamentales. La première intention est de créer des occasions concrètes d'interaction entre des communautés ethnoculturelles et des groupes confessionnels, pour promouvoir la compréhension mutuelle.

<http://www.cic.gc.ca/francais/multiculturalisme/financement/index.asp>

- **Irlande : initiative « One City One people » (un seul peuple pour la même ville), à Dublin**

Le Bureau de l'intégration (BDI) du Conseil municipal de la ville de Dublin a mené une initiative clé pour la ville en 2011, concentrée sur la population d'immigrants de la ville, dans le but de promouvoir l'inclusion et l'intégration et de combattre le racisme et la discrimination. Intitulé « One City One people », cette initiative a fait usage de divers moyens de communication pour promouvoir le message que Dublin est une ville ouverte, qui respecte et demeure ouverte à la différence, est accessible, sûre et égale, et n'accepte ni le racisme ni la discrimination.

<http://www.dublin.ie/arts-culture/one-city-one-people.htm>

- **Italie (Reggio Emilia) : Centro Interculturale Mondinsieme**

Ce lieu est un espace ouvert à tous les citoyens, aussi bien ceux de longue date que les nouveaux arrivants, pour se rassembler, échanger des idées, et créer un dialogue sur le visage changeant de la société de Reggio. Dans son « laboratoire d'idées », le Centre publie une colonne régulièrement dans les journaux locaux, pour souligner les succès et les contributions positives journalières des nouveaux immigrants, notamment parmi la jeunesse, pour la société de Reggio.

<http://www.mondinsieme.org/>

- **Australie : *Harmony Day***

Géré par le Ministère de la citoyenneté et de l'immigration (DIAC), *Harmony Day* est une occasion pour que tous les Australiens célèbrent la diversité et l'héritage culturels de l'Australie. DIAC soutient une gamme d'événements et d'activités communautaires en l'honneur de *Harmony Day*, en offrant gratuitement des articles promotionnels. En 2012, *Harmony Day* se concentre sur **Everyone belongs** (tous du même pays), ce qui souligne que tous les Australiens sont les bienvenus dans leur pays, peu importe le milieu d'où ils proviennent.

www.harmony.gov.au

- **Maroc : journée nationale des migrants**

Célébrée le 10 août chaque année, le Maroc reconnaît, à travers cette journée, l'importance de conclure des partenariats avec les pays d'origine des migrants au Maroc et les pays de destination des migrants marocains à l'étranger, incluant la deuxième et la troisième génération.

http://www.migrationdevelopment.org/fileadmin/data/conference/speeches/Chekrouni_FR_01.pdf

- **Afrique du Sud : le programme « Nelson Mandela Foundation Dialogue Programme »**

Après les émeutes xénophobes survenues en 2009, les « conversations communautaires » ont été mises sur pied dans cinq provinces sud-africaines ayant été victimes de cette violence. Plus de 3 conversations communautaires ont été facilitées et 30 facilitateurs ont été formés à créer le dialogue et stimuler la confiance chez les migrants et la communauté native.

www.nelsonmadelafoundation.org

- 2) Faciliter le rayonnement : ces initiatives visent une portée étendue, pour que les migrants puissent être soutenus tout au long du cycle de la migration, tant dans les pays d'origine que de destination, et elles permettent de connecter la diaspora afin d'améliorer et de mettre en valeur leurs contributions à la société.

- **Canada : meilleurs employeurs pour les nouveaux Canadiens**

Ce concours, actuellement à sa 6^e édition, reconnaît les meilleurs employeurs du Canada pour les migrants récents. De tels employeurs offrent généralement des programmes innovateurs aux nouveaux arrivants, pour les soutenir dans leur processus d'intégration et de transition tant sur leur lieu de travail qu'au sein de la société canadienne. Ces programmes incluent des programmes spécifiques d'orientation pour les migrants, notamment les étapes à suivre pour faire reconnaître leurs titres de compétences étrangers, le suivi ou le coaching interne et la formation aux autres employés et aux gestionnaires sur le plan de la communication transculturelle.

<http://www.canadastop100.com/immigrants/>

- **Espagne : radio et télévision publiques**

La radio et la télévision publiques d'Espagne proposent un contenu spécifique sur l'immigration et la promotion de la diversité culturelle, tel que « Un monde » sur TV3 (Catalogne), « Bienvenidos » sur Canal sur Radio (Andalousie) et « Telenoticias sin fronteras » sur Telemadrid (Madrid). Ces programmes proposent des informations pratiques et du contenu culturel pour les travailleurs migrants, afin d'étendre les ponts de la communication et de l'empathie entre la population locale et celle des migrants.

<http://www.euromedalex.org/ar/node/12473>

- **Singapour : le National Intergration Council (NIC)**

Créé en avril 2009, le NIC a pour but de promouvoir et d'encourager l'intégration sociale entre les Singapouriens et les nouveaux immigrants. Le NIC encourage les efforts d'intégration sociale collaborative entre le peuple et le secteur public et le secteur privé (3p). Le NIC mène de nouvelles initiatives d'intégration dans les écoles, les lieux de travail, la communauté et à travers les médias. Quatre Groupes de travail national sur l'intégration (NIWG) ont été créés pour soutenir le NIC dans ces quatre domaines.

<http://app.nationalintegrationcouncil.org.sg>

- **Le « Département 20 » (Departamento 20) de l'Uruguay**

Tel est le nom qui a été donné à la diaspora de l'Uruguay, transigeant ainsi le 20^e de ses 19 districts administratifs. Des comités consultatifs ont été créés sous l'égide du ministère des Affaires étrangères dans 14 pays, afin de fournir un réseau de soutien aux migrants à l'étranger et leur permettre de conserver leurs liens avec leur pays d'origine.

<http://www.d20.org.uy/>

3) Création de fondations : ces initiatives soulignent l'importance d'avoir des institutions, des politiques et des cadres entre les différents secteurs dont la pierre angulaire serait les droits des migrants (c.-à-d. l'anti-discrimination et des comptes rendus justes)

- **Argentine: Institut national contre la discrimination, la xénophobie et le racisme (INADI)**

Le gouvernement de l'Argentine a mis sur pied l'Institut national contre la discrimination, la xénophobie et le racisme (INADI) en 1995, en tant qu'organisme décentralisé. Le travail de l'INADI se concentre sur la garantie des droits de tous ceux dont les droits pourraient être touchés par la discrimination fondée sur la nationalité, l'origine ethnique, la religion, le sexe, l'âge et l'incapacité. Ses nombreux objectifs comprennent, entre autres, de proposer des politiques nationales sur le racisme et la xénophobie, de développer des campagnes éducatives axées sur les valeurs de la diversité culturelle, de répandre les principes soulignés par la constitution de l'Argentine et le droit international sur l'anti-discrimination, et de répondre directement aux signalements de discrimination.

www.inadi.gov.ar

- **Espagne : l'observatoire espagnol sur le racisme et la xénophobie (Observatorio Español del Racismo y la Xenofobia)**

Créé et soutenu par le ministère espagnol du Travail et de l'Immigration, l'observatoire mène des recherches et organise des campagnes antidiscriminatoires. De pair avec des ONG, l'observatoire dissémine également de l'information sur la migration et participe à des activités visant à améliorer l'image des migrants.

www.oberaxe.es

- **Royaume-Uni : Commission pour l'égalité et les droits de l'homme (CEDH)**

La CEDH détient les compétences statutaires requises pour promouvoir et contrôler les droits de l'homme, et également pour protéger, appliquer et promouvoir l'égalité à travers les neuf terrains « protégés » ; notamment l'âge, l'incapacité, le sexe, la race, la religion et les croyances, la grossesse et la maternité, le mariage et le partenariat civil, l'orientation sexuelle et la réassignation sexuelle. La CEDH joue un rôle de contrôle et d'application du changement de comportement en société, elle aide également à empêcher et à arrêter les actions illégales à travers le travail, auprès d'individus et d'organisations des secteurs public, privé et bénévole.

<http://www.equalityhumanrights.com/>

- **L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe**

Le Rapport du 10 juillet 2006 sur « l'image des demandeurs d'asile, des migrants et des réfugiés dans les médias » (Doc. 11011) établi par le Comité de la migration, des réfugiés et de la population, a fait des recommandations sur un cadre législatif, des codes de conduite, la formation et, dans d'autres domaines, se rapporte à la nécessité d'améliorer le rôle des médias en faveur de la cohésion sociale et de comptes rendus précis sur la migration:

<http://assembly.coe.int/Main.asp?link=/Documents/WorkingDocs/Doc06/EDOC11011.htm>

- **Écosse : « Press Complaints Commissions (PCC) »**

Le travail de la PCC permet de proposer un organe de presse à bon nombre de migrants, pour qu'ils puissent exprimer leurs inquiétudes quand à la couverture de presse inexacte. Le comité d'opportunités égales du Parlement écossais a encouragé les migrants et leurs représentants à s'engager positivement auprès de la PCC lorsqu'ils pensent que la presse parle d'eux de manière inexacte.

<http://www.pcc.org.uk/news/index.html?article=NDQyNA==>

- **CARICOM – « Move Don't Lose », le slogan d'acceptation de CARICOM**

Ce slogan, qui fait partie de l'acceptation CARICOM sur la portabilité des avantages, reconnaît l'harmonisation de la législation des États membres sur la sécurité sociale. Ce slogan facilite également la portabilité de la sécurité sociale pour tous les travailleurs des Caraïbes, basée sur les principes d'égalité de traitement et de protection des droits.

http://www.iom.int/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/microsites/IDM/workshops/migration_and_transnationalism_030910/Report-EN.pdf

4) Emplois de migrants : ces initiatives donnent une voix aux migrants, en leur permettant de dresser des portraits précis de qui ils sont et de ce qu'ils font.

- **Voix des migrants (Migrant Voice) : Royaume-Uni**

Migrant Voice est une organisation dirigée par des migrants, établie pour développer les compétences, les capacités et la confiance des membres des communautés de migrants, pour développer leur propre force, voix, participation et représentation dans les médias et sur le plan politique. Le but de cette organisation est de transformer les migrants en des membres pourvus d'une voix pour créer leur propre contenu et leurs propres messages médiatiques et aptes à partager et informer autrui de leur point de vue sur tel ou tel sujet.

www.migrantvoice.org

- **Surprising Europe**

Initié par un migrant ougandais aux Pays-Bas, Surprising Europe est un projet multimédia qui comprend un documentaire et des séries télévisées en neuf parties. Le site Web comprend une communauté de personnes intéressées par les questions afro

européennes, qui interagissent par le biais d'un forum de discussion destiné aux migrants.

www.surprisingeurope.com

Conclusion

La migration est l'un des processus sociaux importants qui façonnent le monde contemporain. Elle est l'un des moyens essentiels par lequel le talent, les compétences et les services sont échangés. Toutefois, la migration reste un sujet délicat sur le plan politique, et les migrants demeurent mal compris. Il y a un urgent besoin de se pencher sur la question des perceptions envers les migrants et la migration, au moyen d'un débat documenté, ouvert et honnête auquel participeraient toutes les parties concernées et, avant tout, les migrants eux-mêmes.

Il existe de nombreux bons exemples de la façon dont les gouvernements, la société civile, les organisations internationales et les médias ont encouragé une image positive des migrants et de leurs contributions, ont dissipé les mythes à leur sujet, et ont donné aux migrants la voix qui leur revenait. Toutefois, pour que ces mêmes initiatives aient des répercussions durables, elles doivent faire partie d'une stratégie globale d'une part, et être soutenues par une forte volonté politique d'autre part.

Références

Citrin, J. et J. Sides

2008 Immigration and the imagined community in Europe and the United States of America. *Political Studies*, 56: 33–56.

Commission européenne

2006 *Eurobarometer 66: Public Opinion in the European Union – First Results*. Standard Eurobarometer, Autumn. European Commission, Brussels.

Hurrell, A.

2010 *Performance Politics: Building Public Confidence in Immigration Policy*. Seminar report. Policy Network, London.

Organisation internationale du Travail (OIT)

2010 Public attitudes to migrant workers: A four country study, triangle project, ILO Regional Office for Asia and the Pacific, ILO Bangkok.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2011 World Migration Report 2011, *Communicating Effectively about Migration*, Geneva.

Kleemans, M. et J. Klugman

2009 *Understanding Attitudes towards Migrants: A Broader Perspective*. United Nations Development Programme (UNDP), Human Development Reports Research Paper 2009/53, UNDP, New York.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

2010 *International Migration Outlook, SOPEMI 2011 Edition*. OECD, Paris.

Papademetriou, D.G. et A. Heuser

2009 Council Statement: Migration, Public Opinion and Politics. In: *Migration, Public Opinion and Politics: The Transatlantic Council on Migration* (Bertelsmann Stiftung and Migration Policy Institute, eds). Verlag Bertelsmann Stiftung, Gütersloh, pp. 19–26.

Pew Research Center

2002 *How Global Publics View: Their Lives, Their Countries, The World, America. What the World Thinks in 2002*. Pew Research Center, Washington, D.C.

2007 World Publics Welcome Global Trade But Not Immigration. 47-Nation Pew Global Attitudes Survey. Pew Research Center, Washington, D.C.

Soroka, S. et S. Robertson

2010 *A literature review of Public Opinion Research on Canadian attitudes towards multiculturalism and immigration, 2006-2009*, Citizenship and Immigration Canada Report, Ottawa.

Transatlantic Trends

2010 *Transatlantic Trends: Immigration 2010*. Transatlantic Trends, United States of America

Van der Geest, K.

2010 Local Perceptions of Migration from Northwest Ghana. *Africa*, 80 (4): 595–619.

Yen, H. et coll.

2010 *Formative Research Report on Design of a Behaviour Communication Change Strategy: Prevention and combating of human trafficking and reducing stigma towards trafficked victims in Phú Thọ, Nam Định, Thanh Hóa and Tây Ninh*. IOM, Hanoi.